



Ecole polytechnique
Direction des Achats

MARCHÉ PUBLIC
ACCORD-CADRE DE SERVICES

Marché de dépannage, d'entretien et de remise à niveaux des portes sectionnelles, des portes et portails automatiques, des rideaux métalliques, des poutres de gabarits et des barrières levantes de l'Ecole polytechnique

Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)










Consultation n°

MX25-120





SOMMAIRE

1. DÉFINITIONS.....	Erreur ! Signet non défini.
2. OBJET DU CONTRAT	Erreur ! Signet non défini.
3. STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT	6
4. DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION.....	8
5. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT	10
6. RÉALISATION DES PRESTATIONS	14
7. OBLIGATIONS DU TITULAIRE	19
8. PENALITES ET DIFFERENDS.....	24
9. RESILIATION ET FIN DU CONTRAT	27

ÉLÉMENTS CLÉS DU CONTRAT

	Objet du contrat	Marché de dépannage, d'entretien et de remise à niveaux des portes sectionnelles, des portes et portails automatiques, des rideaux métalliques, des poutres de gabarits et des barrières levantes de l'Ecole polytechnique. (MX25-120)
	Acheteur	Ecole polytechnique
	Type de contrat	Accord-cadre à bons de commande sans minimum et avec maximum mono-attributaire de services
	Structure	Lot unique – 2 postes
	Lieu d'exécution	Ecole polytechnique (Rte de Saclay, 91120 Palaiseau)
	Durée	1 an reconductible 3 fois par période de 12 mois pour une durée maximum de 48 mois
	Pénalités de retard	Cf article 8 du CCAP
	Variation des prix	Fermes et révisables (formule)
	Nature des prix	Prix unitaires et forfaitaires (mixtes)

1. DÉFINITIONS

 Contrat	Le contrat est un accord-cadre passé en Appel d'offres ouvert (Articles R2124-2 1° - Code de la commande publique). Le contrat fait référence au CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021 . Le terme contrat désigne également le présent document, ses annexes et les autres pièces constitutives de l'accord-cadre.
 Acheteur	L' acheteur désigné dans le contrat agit en tant que pouvoir adjudicateur. Il est le donneur d'ordre du contrat pour le compte duquel le contrat est exécuté.
 Titulaire	Le titulaire désigné dans le contrat est l'opérateur économique qui conclut le contrat avec l'acheteur. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire.
 Prestation	La prestation est l'ensemble des tâches prévues au contrat qui incombent au titulaire et rémunérées par l'acheteur. Le terme prestation vise également une partie du contrat soumise à des règles spécifiques.

2. OBJET DU CONTRAT

2.1. Description des prestations

■ Objet de la prestation :

Le présent contrat a pour objet la maintenance périodique (préventive et curative), pièces, main d'œuvre, déplacement et dépannage compris des portes sectionnelles, des portes et portails automatiques, des rideaux métalliques, des portes piétonnes, des poutres de gabarits et des barrières levantes de l'Ecole polytechnique.

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur, à l'exception des prestations forfaitaires.

Il est prévu, en cas de besoin, de passer des commandes de pièces détachées de même nature, non référencées dans le bordereau des prix unitaires, sur le catalogue du titulaire.

Enfin, il pourra être intégré en cours de marché, après validation d'un devis, de nouvelles prestations conformes à l'objet du marché, dans les conditions décrites à l'article 7 du CCAP. Ces intégrations ne donneront pas lieu à la passation d'un avenant.

Le détail des prestations est indiqué dans le CCTP.

■ Lieu d'exécution :

Le lieu d'exécution des prestations est l'École Polytechnique, située sur le site :

- Ecole Polytechnique, Route de Saclay, 91120 PALAISEAU,

■ **Type d'accord-cadre :**

L'accord-cadre sans minimum et avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

■ **Pièces contractuelles :**

Le contrat est constitué des documents énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement et ses annexes financières n°1 (poste 1) et n°2 (poste 2) ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Technique Particulières (CCTP) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de fournitures courantes et services CCAG-FCS (arrêté du 30 mars 2021) dans sa version en vigueur au lancement de la consultation
- L'offre technique, financière et environnementale du titulaire.
- Le cadre de réponse technique (annexe n°3 à l'acte d'engagement) ;
- Les bons de commande
- Le ou les catalogues du titulaire avec les prix publics (ainsi que les actualisations en cours de marché)
- Les actes d'exécution et modificatifs contractualisés en phase d'exécution

Toute clause ou spécification particulière, mentionnée dans l'offre du titulaire, contraire aux dispositions prévues par le présent contrat ou entrant en contradiction avec celui-ci est réputée non écrite. Sont particulièrement visées les conditions générales de vente ou d'achat du titulaire ainsi que le délai de validité des propositions.

Les pièces générales, bien que non jointes, sont réputées connues du titulaire du marché.

Les seuls originaux détenus par l'Ecole, feront foi en cas de litige.

Les annexes du contrat font intégralement partie de celui-ci et possèdent la même valeur juridique.

Toute référence au marché inclut ses annexes. Toutefois, en cas de contradiction entre une stipulation du corps du présent marché et une stipulation d'une annexe, les stipulations du corps du Marché prévaudront.

Les titres et sous-titres dans le marché ne sont indiqués que pour la clarté de la présentation et n'ont aucune portée quant à l'interprétation du marché.

Toutes les références faites à une personne comprennent ses successeurs, ayants-droits ou toute autre personne venant aux droits et obligations de cette personne, de quelque manière que ce soit.

Pour les clauses indiquant un délai en nombre de jours, à défaut de stipulation contraire, il s'agit de jours calendaires.

■ Pièces générales

- Le CCAG Fournitures courantes et services (arrêté du 30 mars 2021) dans sa version en vigueur au lancement de la consultation bien que non joint, est réputé connu du titulaire du marché,
- L'ensemble des textes législatifs et réglementaires qui s'appliquent au présent marché.

En cas de contradiction entre une et/ou plusieurs dispositions figurant dans l'un quelconque de ces documents, le document de rang supérieur prévaudra.

En cas de contradiction entre une et/ou plusieurs dispositions figurant dans un document de même rang, le document le plus récent prévaudra si celui-ci a été validé par les deux parties.

De façon générale, aucune réserve ou condition qui serait apportée aux pièces désignées ci-dessus lors de la remise de l'offre puis durant l'exécution du marché ne sera admise.

■ Interprétation :

Les Annexes du contrat font intégralement partie de celui-ci et possèdent la même valeur juridique.

Toute référence au marché inclut ses Annexes. Toutefois, en cas de contradiction entre une stipulation du corps du présent marché et une stipulation d'une Annexe, les stipulations du corps du Marché prévaudront.

Les titres et sous-titres dans le marché ne sont indiqués que pour la clarté de la présentation et n'ont aucune portée quant à l'interprétation du marché.

Toutes les références faites à une personne comprennent ses successeurs, ayants-droit ou toute autre personne venant aux droits et obligations de cette personne, de quelque manière que ce soit.

Pour les clauses indiquant un délai en nombre de jours, à défaut de stipulation contraire, il s'agit de jours calendaires.

Toute clause ou spécification particulière, mentionnée dans l'offre du titulaire, contraire aux dispositions prévues par le présent contrat ou entrant en contradiction avec celui-ci est réputée non écrite. Sont particulièrement visées les conditions générales ou particulières de vente ou d'achat du titulaire ainsi que le délai de validité des propositions.

■ Correspondances entre les parties, langue et monnaie :

La notification au titulaire des bons de commande, décisions ou informations qui font courir un délai seront faites par échange dématérialisé ou par courrier papier ou en mains propres. Le titulaire doit préciser dans son offre l'ensemble des coordonnées (courriel, fax etc....) aux fins d'envoi des notifications.

Les contractants conviennent que les messages reçus par messagerie électronique adressés avec accusé de réception ont la même valeur juridique que celle accordée à l'original. Les contractants conviennent, quand ce mode de communication est utilisé, de conserver les messages échangés par messagerie électronique pour l'exécution du présent marché de telle manière qu'ils puissent constituer, au même titre que les éléments papiers, des copies fidèles et durables au sens de l'article 1379 du Code civil.

Le TITULAIRE est réputé avoir réceptionné un courriel une heure après son envoi par le représentant du POUVOIR ADJUDICATEUR.

Tous les documents, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

La monnaie de compte du marché est l'euro.

■ Confidentialité et mesures de sécurité :

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

2.2. Intervenants

Les prestations sont réalisées pour l'acheteur **Ecole polytechnique**, représenté par Laura CHAUBARD Présidente du conseil d'administration par intérim.

Adresse et coordonnées :

Direction des Achats
Ecole polytechnique
Route de Saclay
Palaiseau
91128 Palaiseau
Téléphone : 0169333230

■ Représentation des parties :

Dès la notification du contrat, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution.

Le titulaire désigne dès le début du contrat les noms et coordonnées professionnelles d'une ou plusieurs personnes chargées de le représenter pour l'exécution des prestations. En cas d'empêchement ou de remplacement de ces représentants en cours d'exécution du contrat, le titulaire en avise sans délai l'acheteur et lui indique les noms et coordonnées professionnelles d'un nouveau représentant. Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le titulaire.

Si l'offre du titulaire prévoit que tout ou partie des prestations prévues au contrat est exécuté par une personne nommément désignée et que cette personne n'est plus en mesure d'accomplir cette tâche, le titulaire doit :

- En aviser, sans délai, le pouvoir adjudicateur et prendre toutes dispositions nécessaires, afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations ;
- Proposer au pouvoir adjudicateur, un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes et dont il lui communique le nom, les titres dans un délai d'un mois à compter de la date d'envoi de l'avis mentionné à l'alinéa précédent.

Le remplaçant proposé par le titulaire est considéré comme accepté par le pouvoir adjudicateur, si celui-ci ne le récusé pas dans le délai d'un mois courant à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent. Si le pouvoir adjudicateur récusé le remplaçant, le titulaire dispose d'un mois pour proposer un autre remplaçant. La décision de récusation prise par le pouvoir adjudicateur est motivée.

A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de récusation des remplaçants par le pouvoir adjudicateur, le marché peut être résilié dans les conditions fixées par le présent CCAP.

3. STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT

■ Nature de la prestation :

Les prestations relèvent d'un contrat de fournitures courantes et **services**.

■ Décomposition de la prestation et forme du contrat :

Les prestations du contrat sont décomposées en **2 postes comme détaillées dans le tableau suivant**.

La forme principale retenue pour l'exécution du contrat est **à bons de commande sans minimum et avec maximum** mono-attributaire, en application de l'article R2162-2, R2162-4 1° et R2162-13 à R2162-14 du Code de la commande publique.

La forme varie selon les éléments du contrat comme suit :

Type	Objet et forme
Poste n°1 forfaitaire	Entretien complet (préventif et curatif) et dépannages des portes sectionnelles, des portes et portails automatiques, des rideaux métalliques, des portes piétonnes, des poutres de gabarit et des barrières levantes – montant forfaitaire annuel soit 30 000,00 € HT annuel
Poste n°2 à bons de commande	Poste à bons de commande- Interventions de maintenance hors forfait (défaillance due à une dégradation volontaire ou accidentelle causée par un tiers ou une catastrophe naturelle, à la vétusté des équipements) – montant 100 000€ HT annuel pour un maximum 400 000,00 € HT sur la durée globale du contrat (48 mois)

Ce montant est donné à titre indicatif et n'a pas de valeur contractuelle.

■ **Prestations d'entretien complet (poste forfaitaire n°1) :**

Les prestations du poste 1 concernent la maintenance préventive et curative des installations. Elles donnent lieu au paiement d'un forfait annuel de maintenance indiqué dans l'annexe n°1 de l'Acte d'Engagement.

■ **Présentation des bons de commande (postes n° 2) :**

Les prestations à réaliser sont définies au fur et à mesure des besoins au moyen de bons de commande.

Par suite d'une dégradation volontaire ou accidentelle causée par un tiers ou suite à une catastrophe naturelle ou suite à la vétusté des équipements ou toute défaillance constatée et validée par le responsable technique désigné par la Direction du Patrimoine Immobilier (DPI) n'entrant pas dans le cadre du poste 1 du présent marché, le titulaire devra adresser au responsable technique désigné par la DPI, un devis détaillé dans un délai maximum de 5 jours ouvrés.

Le titulaire se déplace sur le site pour effectuer un diagnostic à la suite duquel un devis est émis pour la réalisation des réparations. Après devis accepté, les prestations concernées pourront être exécutées par émission de bons de commande signés par le pouvoir adjudicateur ou son représentant. Chaque bon de commande constitue un lot de livraison et une entité de liquidation financière.

Le titulaire fournit les pièces détachées nécessaires à la réparation. Il fournit des pièces détachées constructeur ou équivalent. Le prix des pièces détachées incluses dans le devis ne doit pas excéder les prix publics que le titulaire pratique vis-à-vis de l'ensemble de sa clientèle. En cas d'intervention non prévue dans le devis initial, le titulaire doit établir un nouveau devis, transmis au responsable technique désigné par la DPI. En cas d'impossibilité de réparer l'équipement, le titulaire déclare le matériel hors d'usage et en informe le responsable technique désigné par la DPI et lui remet un certificat. Lorsque les réparations sont terminées, le titulaire remet le certificat de mise en service et remplit le cahier d'entretien.

Les bons de commande comportent :

- Nom et adresse du titulaire,

- Numéro et date du contrat,
- Numéro et date du bon de commande,
- Numéro de l'engagement juridique,
- Lieu de réalisation des prestations,
- Adresse de facturation si elle diffère de celle prévue au contrat,
- Désignation et quantités des prestations à réaliser,
- Délais maxima de réalisation des prestations,
- Montant total hors taxes de la commande,
- Taux et montant de la TVA,
- Montant total TTC

La ou les personnes habilitées à signer les bons de commande sont : le Directeur du Patrimoine Immobilier (D.P.I.) de l'Ecole polytechnique ou son représentant.

Ces bons de commande seront adressés au titulaire soit par lettre recommandée avec avis de réception, soit par courrier électronique, la date de notification de chaque bon de commande étant la date portée sur l'accusé de réception de la commande ou la date de l'avis de réception du courrier électronique.

Le délai court à compter de la date prescrite par le bon de commande ou, à défaut, à compter de la réception du bon de commande par le titulaire.

La description technique des prestations est indiquée et définie dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et les modalités administratives du marché sont définies dans le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP).

■ **Marchés complémentaires et réalisation de prestation similaires :**

En application de l'article R2122-7 du Code de la commande publique, l'acheteur peut passer avec le titulaire des marchés sans publicité ni mise en concurrence pour des prestations similaires, dans un délai de 3 ans à compter de la notification du présent contrat.

L'acheteur se réserve la possibilité de passer avec le titulaire des marchés sans mise en concurrence pour des livraisons complémentaires en cas de renouvellement ou d'extensions, conformément aux dispositions de l'article R2122-4 du Code de la commande publique.

Cette faculté constitue une option au sens du droit de l'Union européenne.

4. DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION

■ **Délais d'exécution :**

Le contrat est conclu pour une durée de 12 mois à compter de la notification du contrat. Il est reconduit tacitement. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à trois. La durée de chaque période de reconduction est de 12 mois. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 48 mois.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 2 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

■ **Reconduction :**

Le contrat est reconductible dans les conditions suivantes :

Période	Durée
- Période initiale	12 mois
- Reconduction n°1	12 mois
- Reconduction n°2	12 mois
- Reconduction n°3	12 mois

Le présent accord-cadre est conclu pour une période initiale de 1 an à compter de sa notification.

L'accord-cadre est reconduit de manière tacite 3 fois, pour une période de 1 an, soit une durée maximale de 4 ans.

L'acheteur notifie la décision de ne pas reconduire le contrat 2 mois avant la date de fin de la période d'exécution en cours.

Le titulaire ne peut pas refuser la décision de reconduction du contrat selon les dispositions de l'article R2112-4 du Code de la commande publique.

■ **Délais d'exécution :**

Le délai d'exécution des prestations sont les suivants :

Elément du contrat	Délai
Prestations de maintenance (poste n°1)	Planning de maintenance établi entre le titulaire du marché et le représentant de la Direction du Patrimoine Immobilier.
Intervention pour les dépannages	Délai d'intervention de 3 heures maximum (art 5.1 du CCTP), à toute demande de dépannage qui sera adressée au titulaire.
Délais de réparation	Les réparations devront être réalisées dans un délai maximum de 48 h après passage du technicien pour les portes piétonnes, les rideaux métalliques, les portes sectionnelles, et basculantes. Pour les barrières, les poutres de gabarits et les portails ce délai est porté à 15 jours maximum (art 5.2 du CCTP).
Etablissement de devis détaillé	10 jours ouvrés maximum (art 5.1 du CCTP)
Contrôle des installations	Biannuel (art 6 du CCTP)
Rapport d'activité	Avant le 31 janvier de chaque année (art 5.5 du CCTP)

Il est précisé que les délais indiqués dans le présent contrat sont des délais plafonds sous réserves de délais inférieurs proposés par le Titulaire dans son offre.

5. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT

5.1. Prix du contrat

■ Nature des prix :

Les prix du contrat sont **mixtes**.

Ils sont :

- **Poste 1 : forfaitaires**
- **Poste 2 : forfaitaires et unitaires**

■ Variation des prix :

Les prix sont **fermes** la première année et révisables à compter de la deuxième période à la hausse comme à la baisse par application d'une formule de variation.

Le coefficient de révision est calculé de manière périodique, il est calculé une première fois à la date de démarrage de la seconde période d'exécution.

Le coefficient est ensuite recalculé tous les 12 mois.

La formule de variation utilisée est :

$$P = P_o \times [0.125 + 0.675 \times (ICHT-IME I_m / ICHT-IME I_o) + 0.20 \times (FSD2 I_m / FSD2 I_o)]$$

P = prix révisé

P_o = prix initial

I_o = valeur de l'index au mois Mo

I_m = valeur de l'index pour le mois de référence

La liste des index utilisés est la suivante :

Code index (I)	Libellé de l'index
FSD2	Frais et services divers – modèle de référence n°2
ICHT-IME	Coût horaire du travail dans les industries mécaniques et électromécaniques

Il est utilisé la dernière valeur définitive connue.

La date d'établissement des prix (Mois 0) est fixée au Mois de remise des offres.

En cas de remises d'offres multiples, la date d'établissement des prix s'appuie sur l'offre finale.

Le premier calcul du coefficient de révision interviendra au début de la 2ème période du marché.

Le coefficient de révision sera calculé tous les 12 mois.

Le coefficient de variation obtenu est arrondi à 3 décimales au millième supérieur.

■ Initiative du calcul de la variation des prix :

Le calcul de la variation des prix est pris en charge par le titulaire. Ce dernier produit les pièces permettant de justifier du calcul de cette variation à l'acheteur. Les demandes de paiement sont présentées en incluant l'effet de la variation des prix.

■ Ajustement des prix au catalogue :

Les prix au catalogue sont ajustables par référence aux tarifs publics du titulaire. L'ajustement se fait à la baisse comme à la hausse.

Les éléments permettant l'ajustement (nouveaux catalogues accompagnés des tarifs associés avec le

pourcentage de variation des prix entre les prix publics pratiqués avant ajustement et les nouveaux prix publics ajustés) doivent être adressés aux contacts suivants :

sda.procedure@polytechnique.edu

Ces adresses seront confirmées à la mise en route du contrat, et mises à jour pendant la vie du contrat en cas de départ.

Un préavis d'un mois est à respecter avant la date prévue d'application des nouveaux prix ajustés.

Le prix utilisé est celui en vigueur le jour de la commande des fournitures. Cependant, si un nouveau prix n'a pas été notifié au pouvoir adjudicateur avant sa date d'entrée en vigueur dans les conditions susmentionnées, il sera fait usage du dernier prix connu par l'Ecole.

Le prix du marché révisé est exprimé avec les deux premières décimales selon la règle de l'arrondi arithmétique.

Cette proposition de révision devra être validée par le Pouvoir Adjudicateur dans un délai d'un mois, à compter de sa réception.

En aucun cas, un nouveau tarif ne pourra être appliqué sans l'accord exprès et écrit du pouvoir adjudicateur.

■ **Clause butoir :**

Les hausses de tarif ne sauront excéder de 5 % par an les conditions tarifaires initialement consenties. Dans le cas contraire, l'Ecole peut limiter l'augmentation des prix à ce pourcentage.

■ **Clause de sauvegarde :**

Toute modification des prix conduisant à une hausse de plus de 5% par an donne la possibilité au pouvoir adjudicateur de résilier la partie non exécutée du marché, sauf si le titulaire entend maintenir l'évolution du prix en-deçà du seuil suscité.

En cas de résiliation, le pouvoir adjudicateur appliquera un préavis de 4 mois. Durant la période du préavis, seront appliqués les tarifs connus lors du dernier ajustement.

■ **Reconduction anticipée :**

Dans le cas où le montant maximum annuel serait atteint avant la fin de l'année d'exécution, l'accord-cadre pourra être reconduit expressément par anticipation.

Il en résulterait que la nouvelle période contractuelle débiterait à compter de la date de réception par le titulaire de la lettre de reconduction, pour une durée d'un an, de date à date.

Dans ce cas d'espèce, la durée globale de l'accord-cadre s'en trouverait proportionnellement réduite, sans que le titulaire puisse élever une quelconque réclamation ni prétendre à aucune indemnité

■ **Taux de remise :**

Les remises indiquées au contrat sont fermes pendant toute la durée du marché.

■ **Contenu des prix :**

Les prix du contrat comprennent :

- les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations prévues au contrat ;
- les charges fiscales et autres charges éventuelles qui frappent les prestations ;
- les frais éventuels de conditionnement, stockage, emballage, assurance et transport ;
- les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

■ **Frais de coordination :**

En cas de groupement conjoint, la rémunération du mandataire pour sa mission de coordination est

incluse dans le prix de ses prestations.

En cas de sous-traitance, les prix du contrat couvrent sans surcoût les frais de coordination et de contrôle des sous-traitants ainsi que les conséquences de leurs défaillances éventuelles.

■ **Commandes hors BPU :**

Il est possible de réaliser des commandes en dehors du bordereau de prix unitaires (BPU).

Ces commandes hors BPU doivent impérativement porter sur des prestations objet du périmètre du marché et sont limitées.

■ **Prix sur catalogue :**

Le Pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de commander des fournitures non prévues dans le bordereau des prix mais qui entrent dans l'objet du marché. Ces commandes se feront sur les fournitures référencées aux catalogues du titulaire.

A cet effet, les fournitures commandées hors bordereau des prix seront payées en application des quantités réellement livrées par application des prix du catalogue fournisseur, assorties du taux de remise générale définie au contrat.

A ce titre, le titulaire s'engage à fournir à l'Ecole un exemplaire de son catalogue des tarifs publics sous format dématérialisé. La fourniture des exemplaires du catalogue sera renouvelée à chaque modification de celui-ci.

En tout état de cause, sur la durée du marché, le montant total hors taxe facturé pour la réalisation des prestations hors bordereau des prix ne peut excéder 20 % du montant maximum hors taxe du marché.

■ **Offres promotionnelles catalogue :**

En cours d'exécution, les prix figurant au contrat peuvent temporairement évoluer à la baisse dans le cadre des offres de prix promotionnelles que le titulaire propose à l'ensemble de sa clientèle. Le titulaire s'engage à informer l'acheteur par tout moyen de ces offres promotionnelles, lui permettant de donner une date d'effet certaine et la durée de validité de la promotion.

En aucun cas les offres promotionnelles ne doivent entraîner une diminution de la qualité des produits ou des services associés par rapport aux conditions définies au contrat.

■ **TVA :**

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

Les taux de TVA applicables sont ceux en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

5.2. Conditions de paiement

■ **Avance :**

Sauf renoncement, une avance est prévue si le montant du bon de commande (poste 2) concerné est supérieur à 50 000 € HT et le délai d'exécution supérieur à 2 mois. Le taux de cette avance est fixé à 5%. Le taux de l'avance est fixé à 30% (option A du CCAG) si le titulaire ou le sous-traitant est une PME, dans les conditions prévues à l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique.

Le montant de l'avance n'est pas révisable.

Le versement de l'avance n'est pas conditionné à la constitution d'une garantie à première demande par le titulaire. L'avance est remboursée dès 50% d'avancement des prestations (article R2191-11 du CCP).

L'avance est remboursée entre 50% et 80% d'avancement des prestations.

Le remboursement de l'avance s'impute de manière progressive et linéaire sur les sommes dues au

titulaire, au prorata de l'avancement des prestations, entre les seuils de début et de fin du remboursement.

■ **Paiement des membres du groupement :**

En application de l'article 12.1 du CCAG, en cas de groupement, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. Le mandataire du groupement indique dans chaque demande de paiement qu'il transmet la répartition des paiements pour chacun des cotraitants, sur la base de l'état de répartition du montant du contrat par cotraitant fixé dans son offre.

Le mandataire doit présenter un état d'acompte de l'ensemble des demandes de paiement. Ce document est le point de départ de la mise au paiement (et donc du délai de paiement et si besoin du calcul des intérêts moratoires).

■ **Présentation des demandes de paiement :**

Les factures seront adressées dans les conditions prévues par l'[ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014](#) de façon dématérialisée et gratuite en utilisant le portail sécurisé Chorus Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Ce portail permet d'intégrer automatiquement les données nécessaires à la mise en paiement des factures. Le titulaire économise ainsi les coûts d'édition et d'envoi postal de ses factures et peut suivre par internet l'état d'avancement de leur traitement par le service en charge du paiement.

Pour être en mesure de déposer ses factures, le titulaire devra fournir les informations suivantes :

- le nom et la raison sociale du créancier, une date d'émission et un numéro unique ;
- le numéro RCS, de SIRET et TVA intracommunautaire ;
- les dates de réalisation des prestations ;
- le numéro du contrat ;
- la nature, quantité et montant hors taxes des prestations réalisées ;
- le taux de TVA applicable ;
- la désignation de l'acheteur et son SIRET ;
- **le code du Service Exécutant (code SE) : DPI**
- les éventuelles autres mentions demandées par l'acheteur après la notification du contrat.

Ces informations sont indispensables pour l'acheminement et le traitement des demandes de paiement par le service en charge de son paiement.

Dès lors que la transmission de ses factures est bien prise en compte sur le portail Chorus pro, le titulaire du marché ne pourra plus utiliser la facturation papier. Le titulaire ne pourra utiliser de nouveau la facturation papier qu'en cas de dysfonctionnement du système Chorus, dans ce cas, il lui appartiendra d'apporter la preuve du dysfonctionnement et les factures seront traitées suivant les modalités de la remise de la facturation sur support papier.

Les informations utiles aux modalités d'utilisation du portail et de transmission des factures sont disponibles directement sur le site <https://chorus-pro.gouv.fr/>

■ **Périodicité des paiements :**

Les prestations interviennent à comme indiqué ci-dessous :

- Pour le poste 1 : Les prestations d'entretien sont considérées comme s'exécutant de façon continue. Elles sont réglées trimestriellement et forfaitairement à terme échu. Chaque règlement correspond au montant forfaitaire prorata temporis de la redevance telle que définie dans l'annexe à l'acte d'engagement.
- Pour le poste 2 (poste à bons de commande) : Le paiement de chaque bon de commande sera

effectué après vérification et admission des prestations, commandées par le bon, par le Directeur du Patrimoine Immobilier ou son représentant.

■ **Régime des paiements :**

Les prestations du contrat sont réglées par paiement partiel définitif après constatation du service fait dans les conditions prévues par l'article R2191-26 du Code de la commande publique.

■ **Comptable assignataire des paiements :**

Agent comptable de l'Ecole polytechnique
Ecole polytechnique
Agence comptable
Route de Saclay
Palaiseau
91128

■ **Délai de paiement :**

Le délai de paiement est de **30 jours** à compter de la réception de la demande de paiement ou du service fait si celui-ci est postérieur à la date de réception de la demande de paiement.

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires sont versés au titulaire, calculés par application de la formule suivante :

$$IM = M \times J/365 \times \text{Taux IM} + F$$

Dans laquelle :

IM : montant des intérêts moratoires

M : montant TTC de la demande de paiement

Taux IM : taux de la Banque Centrale Européenne en vigueur majoré de 8 points

J : nombre de jours calendaires entre la date limite et la date réelle de paiement

F : forfait de 40 € de frais de recouvrement

6. RÉALISATION DES PRESTATIONS

6.1. Conditions de réalisation des prestations

■ **Clauses techniques particulières :**

Les prestations doivent satisfaire aux exigences du cahier des clauses techniques particulières (CCTP) du présent marché.

■ **Traitement des déchets :**

Le titulaire assurera l'enlèvement des déchets issus du processus de livraison (palettes, emballages...) des fournitures.

Le titulaire fera mention du processus de traitement des déchets dans son offre.

■ **Conditionnement :**

Le titulaire devra prendre toutes dispositions de conditionnement permettant le respect de la conservation des produits durant la période de livraison.

■ **Garanties :**

Tous les produits doivent être conformes à la description du présent CCTP.

Les fournitures sont garanties par le titulaire contre tout vice caché, c'est à dire inapparent à première vue à l'instant de la livraison.

Tout vice caché est signalé au titulaire par le représentant du pouvoir adjudicateur dès sa constatation. Le titulaire pourra constater ou faire constater sur place la réalité du vice caché.

Le titulaire est alors mis en demeure de reprendre les produits concernés et de les remplacer dans des conditions identiques à celles décrites DCE.

En cas de vice caché ou défaut de matière, les produits seront remplacés par le titulaire sans frais pour l'Ecole.

■ **Transport :**

Conformément à l'article 19-3 du C.C.A.G. - F.C.S., les risques afférents au transport jusqu'au lieu de livraison, les opérations de conditionnement, de chargement, d'arrimage et de déchargement sont effectués sous la responsabilité du titulaire.

■ **Service après-vente :**

Le titulaire indiquera très précisément la structure de service après-vente (SAV) dont il dispose pour assurer l'entretien des installations. Il sera en particulier précisé dans l'offre :

- Le lieu d'implantation du SAV, avec adresse et coordonnées téléphoniques,
- Les horaires de disponibilités du SAV et les possibilités d'intervention hors horaires normaux (notamment week-ends et jours férié). Il sera précisé si une permanence téléphonique est joignable à ces périodes,
- La périodicité, la durée et le descriptif exhaustif des diverses opérations nécessaires au maintien de l'installation dans ses spécifications initiales,
- Les procédures de contrôle de qualité mises en place dans le cadre de la fourniture de ces équipements.

Une attention toute particulière sera apportée aux détails donnés lors de la remise des offres sur les opérations contractuelles d'assurance de qualité et de contrôles de performance,

6.2. Vérification des prestations

■ **Niveau d'obligation prévu au contrat :**

Le titulaire est soumis à une obligation générale de résultat. Celle-ci s'impose au titulaire dans l'exécution de ses engagements contractuels et pour l'intégralité des prestations décrites au contrat. Le titulaire s'engage à exécuter les prestations et à remettre les livrables associés avec le niveau de compétence professionnelle requis pour ce type de prestations, à consacrer tous les moyens humains et matériels nécessaires à sa bonne exécution, ainsi qu'à coopérer de bonne foi avec l'ensemble des intervenants amenés à participer au contrat.

Les résultats à atteindre sont décrits dans le cahier des charges techniques.

■ **Opérations de vérification et d'admission des prestations :**

Par dérogation aux dispositions des articles 27 à 30 du CCAG/FCS, les conditions de vérifications des prestations du présent marché se feront comme suit :

Les opérations de vérifications des prestations se feront conjointement entre le représentant de la Direction du Patrimoine Immobilier de l'Ecole polytechnique et le titulaire.

Cela consiste à vérifier la conformité des services exécutés avec les spécifications décrites dans le CCTP.

En cas de manquement aux obligations du titulaire telles que rappelées au CCTP, les pénalités définies à l'article 8.1 du présent CCAP seront appliquées.

En cas de désaccord entre le titulaire et le représentant de la Direction du Patrimoine Immobilier de l'Ecole polytechnique, l'Ecole dispose de 5 jours ouvrés au maximum à compter de la réception des prestations pour présenter ses réserves par lettre recommandée avec avis de réception, passé ce délai les prestations sont admises.

Les opérations de vérification quantitative et qualitative ont pour objet de permettre à l'acheteur de contrôler notamment que le titulaire :

- a mis en œuvre les moyens définis dans le contrat, conformément aux prescriptions qui y sont fixées ;
- a réalisé les prestations définies dans le contrat comme étant à sa charge, conformément aux dispositions contractuelles.

Les matières et objets nécessaires aux essais sont prélevés par l'acheteur public sur les livraisons réalisées au titre du contrat.

■ **Personnes en charge des vérifications des prestations :**

Les personnes chargées de la vérification quantitative et qualitative des prestations réalisées par le titulaire sont les suivantes : Direction du Patrimoine Immobilier : M. ATILLAH Sami, M. ANDRE François. Ils pourront être accompagnés par les services techniques (Electricité, Métallerie, Menuiserie...)

6.3. Clause environnementale

Le contrat prévoit des obligations en matière de protection de l'environnement en tant que conditions d'exécution des prestations.

Tous les impacts sur l'environnement dus à la récupération, à la fabrication, à l'utilisation et à la fin de vie du produit devront avoir été pris en compte à tous stades du cycle de vie.

Ces obligations sont les suivantes :

a) Documents livrables :

Les documents livrables doivent être mis à disposition de préférence au format dématérialisé (format .xls, pdf ou équivalent) et/ou sur des supports en papier recyclé ou éco-labellisé (exemples : labels FSC, PEFC ou équivalent).

b) Recyclage des déchets :

Le titulaire doit identifier, gérer, traiter et recycler dans la mesure du possible, les déchets générés au cours de la réalisation des prestations, conformément à la législation en vigueur.

c) Démarche de développement durable :

Les prestations doivent s'attacher à avoir les impacts les plus faibles possibles sur l'environnement ; elles doivent notamment s'attacher à réduire la pollution à un niveau non dangereux et à ne pas provoquer de pollution nouvelle par l'usage inadapté des méthodes ou de produits nouveaux dont l'innocuité n'aurait pas été vérifiée. Le titulaire s'engage à mettre en œuvre toutes dispositions utiles pour atteindre les performances en matière de protection de l'environnement.

Le titulaire s'assure du respect par ses sous-traitants de ces obligations environnementales.

6.4. Modification du contrat

■ **Clause réexamen, décision de poursuivre et modification ne rendant pas nécessaire la conclusion d'un avenant :**

Le présent contrat peut prévoir la poursuite de l'exécution des prestations après prise en compte des modifications suivantes :

- pour acter l'évolution du calendrier d'exécution du contrat initial ;
- une amélioration technique ou fonctionnelle des prestations proposées par le titulaire en cours d'exécution dans le cadre de l'objet du présent contrat, et sans incidence sur le prix de ces prestations ;
- lorsque le titulaire est susceptible de modifier son offre technique en cours d'exécution par suite d'un changement de matériels ou équipes affectés à la réalisation des prestations, pour autant que ce changement soit équivalent ou supérieur à l'offre initialement présentée.

Les changements de réglementation qui s'imposent à l'acheteur public et au titulaire sont applicables de plein droit sans qu'il soit nécessaire de passer un avenant. Sont notamment concernés :

- Les changements d'indice de révision/actualisation des prix,
- L'évolution de la fiscalité ou des redevances d'occupations domaniales,
- L'évolution des normes applicables aux prestations faisant l'objet du marché.

Les modifications n'emportant pas changement de la situation juridique de l'entreprise sont prises en compte par l'acheteur public sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant, dès réception de l'information du changement par l'acheteur public. Il s'agit des modifications suivantes :

- Modification du siège social,
- Modification du compte bancaire,
- Désignation d'un nouveau dirigeant non consécutive à changement de contrôle de la société,
- Changement de raison sociale ou Changement de la structure de l'entreprise n'entraînant pas la création d'une nouvelle personne morale.

Dans les cas susmentionnés au présent article, la modification est actée par une décision de l'acheteur public.

■ **Modification du marché rendant nécessaire la conclusion d'un avenant :**

Les cas exposés ci-dessous **rendent obligatoire l'établissement d'un avenant** :

Prestations supplémentaires et modification non substantielle du montant du marché : lorsque les besoins du pouvoir adjudicateur en cours d'exécution nécessitent l'ajout de nouvelles prestations ou la substitution de certaines initialement prévues à la condition que l'impact sur le montant du marché soit non substantiel (0 à 10 % de ce montant) ;

Prestations supplémentaires et modification substantielle du montant du marché : lorsque les prestations supplémentaires apparues en cours d'exécution sont devenues nécessaires (notamment pour sujétions techniques imprévues) et font naître une modification substantielle du montant du contrat dans la limite fixée par l'article R2194-3 du code de la commande publique ;

Modifications affectant le titulaire ou son activité : Le titulaire doit obligatoirement notifier au pouvoir adjudicateur toute modification ayant pour effet de substituer à la personne morale signataire du présent marché une entité juridique différente ou d'entraîner un changement de contrôle de la société. Ces modifications donnent lieu à l'établissement d'un avenant. La cession du présent marché sans autorisation expresse du pouvoir adjudicateur est interdite.

Transfert : Si le marché doit être transféré à un nouveau titulaire en raison de l'évolution de son activité économique (cession d'activité à un nouvel opérateur économique ou en cas de défaillance du titulaire rendant nécessaire la reprise du contrat par un autre opérateur économique), un avenant doit être conclu.

■ **Clause de réexamen et modifications du contrat :**

Conformément à l'article 23 du CCAG/FCS, l'acheteur peut prescrire des prestations supplémentaires ou modificatives par ordre de service après consultation au titulaire. Le cas échéant des prix nouveaux et

provisaires sont fixés de manière concertée puis rendu définitifs par avenant dans les conditions prévues par le CCAG.

Les modifications prescrites ont un rapport direct avec l'objet du contrat, sont imprévisibles et rendues nécessaires pour la bonne exécution du contrat sans en bouleverser l'économie générale.

Le titulaire est tenu de fournir tout élément permettant de justifier l'imprévision et l'impossibilité de maintenir, aux conditions économiques du contrat, la réalisation des prestations prévues au contrat dans leur niveau de qualité ou de prix.

En cas de cessation d'activité, cession de contrat, décès, difficultés techniques ou financières empêchant la mise en œuvre des obligations contractuelles, le titulaire ou son représentant légal peut proposer à l'acheteur un nouveau titulaire pour le remplacer.

L'acheteur vérifie que le remplaçant proposé ne relève pas d'un des cas d'interdiction de soumissionner et apprécie ses capacités professionnelles, techniques et financières, sur la base des mêmes pièces que celles produites par le titulaire. A l'issue de cet examen, l'acheteur accepte ou refuse la substitution. En cas de refus le contrat est résilié sans indemnisation.

Cette même possibilité est offerte à chacun des membres en cas de groupement, après accord de l'ensemble des cocontractants, en cas de substitution d'un membre ou recomposition des responsabilités entre les membres du groupement. En cas de refus de l'acheteur ou de désaccord entre les membres du groupement, l'acheteur résilie totalement ou partiellement le contrat et sans indemnisation.

Dans le cadre d'évènements particuliers, localisés ou non, comme des attentats, des catastrophes naturelles ou industrielles, des pandémies ou épidémies, il peut être exigé du titulaire l'application de mesures transitoires de prévention et de sécurité.

L'acheteur transmet les consignes particulières à appliquer et leur durée d'application au titulaire qui ne peut pas les refuser.

Dans le cas où ces mesures engendreraient des adaptations de délais ou des coûts supplémentaires, le titulaire demande leur prise en charge par l'acheteur en produisant tous les justificatifs appropriés. Le cas échéant un acte modificatif est établi si les prix du contrat doivent être réévalués.

En cas de désaccord sur les conséquences financières, la résiliation du contrat pour évènements extérieurs peut être prononcée par l'acheteur, sans indemnité pour le titulaire.

■ **Ajout de prestations complémentaires hors BPU ou catalogue :**

Des fournitures ou services complémentaires ne figurant pas dans le bordereau de prix ou dans le catalogue du titulaire pourront être intégrées au marché sous réserve que ces ajouts ne présentent pas un caractère substantiel et soient conformes à l'objet du marché.

La modification du marché est formalisée par l'établissement d'un devis remis par le titulaire et dûment accepté par le représentant de l'acheteur.

■ **Evolution législative ou réglementaire**

Le marché est élaboré sur la base de la réglementation en vigueur au jour du lancement de la procédure de passation.

En cas de modification de la réglementation en cours d'exécution du marché, le titulaire pourra proposer une modification des fournitures ou prestations de son offre initiale, au prix contractuel.

Si à la suite d'une modification de la réglementation en vigueur, d'une décision administrative ou des autorités publiques, ou jurisprudentielle, la modification des prestations du titulaire, affectant l'exécution du marché que ce soit sur un plan technique et/ou financier, s'avérerait nécessaire, celui-ci s'engage à l'accepter dans le cadre et sous les contraintes et obligations du marché.

Le représentant de l'acheteur pourra négocier de bonne foi une modification en cours d'exécution du marché afin de prendre en compte l'évolution de la réglementation. En cas de refus de la part du titulaire, le marché sera résilié sans indemnisation et à ses torts exclusivement.

■ **Évolution technique ou technologique**

Le titulaire informera l'acheteur de la commercialisation des nouveaux produits du fabricant. Les nouvelles références intéressant l'acheteur seront intégrées au marché au tarif public auquel sera appliquée la remise contractuelle. Ces produits sont strictement conformes à l'objet du marché.

En cas d'évolution technologique de ses matériels durant la période d'exécution du marché, le titulaire pourra proposer de substituer dans la même gamme, une nouvelle référence à celle retenue au marché, au prix convenu au présent marché.

En cas d'arrêt de fabrication de son (ses) matériel(s) durant la période d'exécution du marché et de commercialisation de produits de remplacement, même de technologie plus avancée, le titulaire accepte de fournir ce(s) nouveau(x) produit(s) aux prix convenus au présent marché.

En cas de modification de la réglementation en cours d'exécution du marché, le titulaire pourra proposer une modification des fournitures ou prestations de son offre initiale, au prix contractuel.

Entre la date de notification du marché et la date de livraison des fournitures, le titulaire est tenu de proposer à l'acheteur toute modification ou transformation apportant une amélioration du matériel retenu, au prix conclu au titre du présent marché.

L'acheteur reste libre d'accepter ou non cette proposition.

Toute évolution, modification ou substitution de produit est soumise à l'accord préalable express de l'acheteur.

6.5. Autres stipulations

■ **Ordre de service :**

Conformément à l'article 3.8 du CCAG/FCS, des ordres de service pourront être émis pendant la durée d'exécution du marché. Ces ordres de service seront notifiés au titulaire.

■ **Dématérialisation du suivi :**

L'acheteur notifie au titulaire les actes d'exécution et modificatifs, par voie électronique, via son profil acheteur. La notification de l'acte est réputée être le jour de la première consultation du document si celle-ci a lieu moins de 8 jours à compter de son envoi, ou à défaut, 8 jours après.

7. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

7.1. Obligations courantes du titulaire

■ **Suivi des dépenses pour le poste 2 à bons de commande :**

Afin d'assurer le suivi d'exécution de l'accord-cadre, le titulaire du contrat envoie tous les six mois à l'Ecole polytechnique (adresse courriel à préciser) un fichier de reporting des commandes facturées à l'Ecole, à compter de la date de notification de l'accord-cadre et cela jusqu'à la fin de l'exécution du dernier bon de commande de l'accord-cadre.

L'Ecole polytechnique se réserve la possibilité de demander un reporting de clôture 3 mois calendaires après la fin du marché pour tenir compte des délais de livraison et de facturation.

Ce fichier comporte les commandes émises tant auprès du titulaire au cours de la période (en cas de groupement, auprès d'un quelconque cotraitant, le mandataire étant tenu de l'élaboration du fichier de reporting) qu'auprès de l'un de ses sous-traitants le cas échéant.

Le fichier de reporting comporte impérativement les éléments suivants :

- Numéro de l'accord-cadre N°25.XXX ;
- Objet de l'accord-cadre ;
- Période concernée ;
- N° et date des bons de commande
- Montant hors taxes du bon de commande
- Date d'exécution du bon de commande
- Cumul des montants des bons de commande facturés sur la période concernée

Le Titulaire envoie son fichier de reporting, sous un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la date d'échéance de la période de six (6) mois précitée, sous format EXCEL à l'adresse mail ou dans l'espace partagé qui sera communiqué à l'attributaire du marché par l'acheteur avant la notification du contrat.

En cas de retard dans la remise du reporting ou de remise d'un reporting erroné ou incomplet au regard des exigences définies au présent article, une pénalité de retard prévue à l'article 8.1 du présent CCAP sera appliquée. Le titulaire est responsable de l'envoi du fichier de reporting, selon les modalités précitées, même en l'absence d'une notification de rappel de la part de l'Ecole polytechnique.

■ **Assurances :**

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du contrat et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

■ **Conduite des prestations par une personne nommément désignée :**

Conformément à l'article 3.4.3 du CCAG et compte tenu de l'objet du contrat, des prestations peuvent être réalisées par une personne nommément désignée par le titulaire. Si cette personne n'est plus en mesure de réaliser la prestation, le titulaire doit :

- Informer l'acheteur sans délai ;
- Proposer un remplaçant aux compétences au moins équivalentes.

L'acheteur dispose de 30 jours pour récuser ou accepter le remplaçant proposé par le titulaire. A défaut de remplaçant accepté par l'acheteur, le contrat est susceptible d'être résilié.

■ **Devoir d'information et de conseil :**

Le titulaire est tenu à une obligation générale d'information et de conseil à l'égard de l'acheteur. A ce titre, il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du contrat et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Le titulaire, en sa qualité de professionnel du domaine objet du contrat, s'engage à communiquer à l'acheteur dans les meilleurs délais, les alertes et mises en garde, notamment en cas de retard, de difficultés majeures ou de tout événement susceptible d'impacter le projet.

Enfin, le titulaire est tenu de notifier à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du contrat et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou sa dénomination ;
- A son adresse, son siège social ou à l'adresse d'exécution des prestations ;
- Aux renseignements qu'il a communiqués pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

■ Obligation de vigilance :

Le titulaire, ses éventuels co-traitants et sous-traitants fournissent tous les 6 mois à compter de la signature du contrat jusqu'à la fin d'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues par le code du travail (articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8, D.8254-2 à D.8254-5).

La transmission des documents s'effectue exclusivement via la plateforme : <https://declarants.e-attestations.com/>

Le titulaire remet :

1) avant le début de chaque détachement d'un salarié, une attestation sur l'honneur indiquant son intention de faire appel à des salariés détachés et dans l'affirmative :

- une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du Code du travail ;
- une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du Code du travail.

2) Lors de la conclusion du contrat, une attestation sur l'honneur indiquant son intention d'employer des salariés étrangers et dans l'affirmative, communique la liste des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du Code du travail en précisant pour chaque salarié (D. 8254-2 du même code) :

- sa date d'embauche ;
- sa nationalité ;
- le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

3) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, le titulaire doit fournir des documents datant de moins de 6 mois attestant du paiement des impôts et taxes dus au Trésor public :

- une attestation fiscale ou de régularité fiscale (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics).

4) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, puis tous les 6 mois, le titulaire fournit les documents attestant qu'il est à jour de ses obligations sociales (paiement des cotisations et contributions sociales) auprès de l'URSSAF et de sa régularité en matière de lutte contre le travail dissimulé en fournissant :

- une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale (attestation de vigilance).

5) Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, le numéro unique d'identification délivré par l'Insee ou à défaut l'un des documents suivants :

- un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou Kbis) ;
- un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
- un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

■ Prévention des risques de conflits d'intérêts et de corruption :

Durant l'exécution du contrat le titulaire s'engage à maintenir son indépendance d'analyse et d'action afin d'éviter toute distorsion de concurrence, à éviter tout conflit pouvant exister entre ses intérêts, ceux de l'acheteur et ceux des autres opérateurs susceptibles d'être amenés à participer à l'exécution du contrat.

Le titulaire s'engage à avertir l'acheteur de toute situation susceptible d'aboutir à un conflit d'intérêts et lui soumet les dispositions qu'il propose de mettre en œuvre afin de faire disparaître cette situation. A ce

titre, le titulaire s'engage à divulguer sur simple demande de l'acheteur les liens qui l'uniraient aux opérateurs économiques présentant leur candidature lors d'une autre consultation.

Conformément aux dispositions de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique le titulaire garantit que toute personne, physique ou morale, intervenant pour son compte dans le cadre du présent contrat :

- Respecte toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption et le trafic d'influence ;
- Met en place et maintient ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption ;
- Informe l'acheteur de tout événement qui pourrait avoir pour conséquence l'obtention d'un avantage indu, financier ou de toute autre nature, à l'occasion du présent contrat ;
- Fournit toute assistance nécessaire à l'acheteur pour répondre à une demande d'une autorité dûment habilitée relative à la lutte contre la corruption.

■ **Réparation des dommages :**

Les dommages de toute natures causés au personnel ou aux biens par le titulaire du fait de l'exécution du contrat sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute natures causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'acheteur du fait de l'exécution du contrat sont à la charge de l'acheteur.

■ **Sous-traitance :**

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations du contrat après acceptation du sous-traitant par l'acheteur.

Le titulaire remet à l'acheteur une déclaration de sous-traitance (formulaire DC4 téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>) remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire, comportant la nature et le montant des prestations sous-traitées ainsi que les conditions de paiement. Cette déclaration s'accompagne des documents attestant des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que de sa régularité fiscale et sociale.

Le sous-traitant a droit au paiement direct si le montant sous-traité est supérieur à 600 euros TTC.

Le titulaire demeure responsable de la bonne exécution des prestations prévues au contrat et du respect de toutes les autres obligations du contrat. Il apporte aux sous-traitants toutes les informations utiles pour garantir la bonne exécution du contrat.

7.2. Obligations liées à la sécurité

■ **Confidentialité et protection des données personnelles :**

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du contrat, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents signalés comme présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations ou documents ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Les parties s'engagent à respecter la réglementation applicable au traitement de données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du contrat.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

■ **Mesures de sécurité :**

Les prestations s'exécutent dans un lieu où les mesures de sécurité suivantes s'appliquent :

- Contrôle nominatif

Dans le cadre des dispositions prises par le Gouvernement à l'égard des titulaires des marchés intéressant la Défense nationale et en complément aux dispositions de l'article 5.3 du CCAG/FCS, le titulaire déclare avoir pris connaissance des éléments suivants :

Les prestations à exécuter se situent dans une enceinte militaire et, de ce fait, intéressent la Défense ; le titulaire doit avoir pris connaissance des articles 413-9 à 413-12 du code pénal et des dispositions de l'arrêté du 18 avril 2005 relatif aux conditions de protection du secret et des informations concernant la Défense nationale et la sûreté de l'Etat dans les contrats. En cas de violation de ces obligations, le marché peut être résilié aux torts du Titulaire.

Le titulaire s'engage à fournir à l'officier de sécurité de l'École polytechnique, dans les 15 (quinze) jours précédant les travaux la liste des personnels de sa société susceptibles d'intervenir sur le site de l'École polytechnique mentionnant :

- le nom et prénoms ;
- la date et lieu de naissance ;
- l'adresse du domicile personnel ;
- la fonction.

Afin d'établir les badges nominatifs des personnels listés, le titulaire s'engage à fournir au bureau sécurité dans les mêmes délais :

- le fichier dématérialisé de la carte d'identité ou du passeport des intéressés ;
- le document CAZ renseigné en version PDF modifiable.

Les personnels se présenteront le jour de leur arrivée sur le site au bureau des badges afin de réaliser celui-ci.

Le port du badge apparent est obligatoire sur le site, les personnes qui n'en seront pas munies ne pourront pas pénétrer sur le site dans le cadre du présent marché.

Le titulaire doit supporter toutes les conséquences d'un refus ou retrait d'accès de la part de l'officier de sécurité de l'École polytechnique sans que celui-ci n'ait à en faire connaître le motif.

- Contrôle d'accès

Le titulaire et le personnel intervenant lors de prestations du présent marché ne peuvent être admis à pénétrer et à circuler dans l'établissement qu'après s'être munis de titres d'accès spéciaux qui leur seront délivrés sur leur demande par les services de sécurité de l'Ecole polytechnique, pendant la durée du marché.

Le titulaire doit supporter toutes les conséquences d'un refus ou retrait d'accès de la part de l'officier de sécurité de l'École polytechnique sans que celui-ci n'ait à en faire connaître le motif.

Le titulaire doit respecter ces mesures et ne peut prétendre ni à prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité, ni à supplément de prix pour ce motif.

8. PENALITES ET DIFFERENDS

8.1. Pénalités

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, les pénalités sont les suivantes et sont appliquées sans mise en demeure ou observations de la part de l'acheteur, sur simple constat du retard. Les pénalités définies au contrat sont cumulables.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, toutes les pénalités commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure (sauf mention contraire indiquée dans le présent CCAP), le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré quel que soit l'origine du dysfonctionnement.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/FCS, les pénalités inférieures ou égales à 1000 euros pour l'ensemble du marché ne feront pas l'objet d'une exonération au bénéfice du titulaire. Les pénalités sont appliquées dès le 1^{er} euro.

Les pénalités ne sont pas assujetties à la TVA.

Conformément à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, si l'Ecole demande l'application des pénalités décrites ci-dessous et que le titulaire les conteste, il appartient à ce dernier dans un délai maximal de quinze jours à compter du jour de réception du décompte des pénalités, de prouver que leurs conditions d'application ne sont pas remplies et que les défauts constatés ne sont pas dus à un manquement à ses obligations.

Pénalité	Fait générateur et mode de calcul
Retard délai d'intervention pour la maintenance	En cas de dépassement du délai d'intervention stipulé dans le planning de maintenance, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 200,00 € par jour de retard .
Retard visite contradictoire	Au-delà du délai de 8 jours calendaires à compter de la notification du marché (art.5 du CCTP), le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 50,00 € par jour de retard .
Retard délai de livraison et/ou d'exécution des prestations sur bons de commande	Le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 500,00 € par jour de retard .
Retard dans l'établissement de devis détaillé	En cas de dépassement du délai de 10 jours ouvrés maximum (art 5 et 6 du CCTP), le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 50,00 € par jour de retard .
Retard dans le délai d'intervention pour les dépannages	En cas de dépassement du délai d'intervention de 3 heures maximum (art 5.1 CCTP), à toute demande de dépannage, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 100,00 € par heure de retard .
Retard dans les délais de réparation	En cas de dépassement des délais de réparation indiqués à l'article 5.2 du CCTP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 500,00 € par jour de retard .
Retard dans la remise du rapport d'activité	En cas de dépassement de la date indiquée à l'article 5.6 du CCTP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 50,00 € par jour de retard .
Retard contrôle des installations	En cas de non-respect du contrôle biennuel (art 5.4 du CCTP), le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 100,00 € par jour de retard .
Dépassement délai des actions de levées de réserves suite à contrôle	Retard dans le délai de mise en place d'actions de levée de réserves consécutives aux remarques émises lors des visites de contrôles techniques, le titulaire encourt sans mise en demeure, une pénalité forfaitaire de 100€ par jour de retard .

Pénalité	Fait générateur et mode de calcul
technique	
Retard remise bon d'intervention	Retard dans la remise du bon d'intervention, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de 50€ par jour de retard . (art 5.4 du CCTP)
Retard de remise du reporting financier	En cas de dépassement du délai de 15 jours calendaires à compter de la date d'échéance des 6 mois pour la fourniture du reporting des dépenses sur bons de commandes (art 7.1 du CCAP), une pénalité de 100€ par jour de retard sera appliquée .

■ Pénalités pour non-respect des obligations en matière de lutte contre le travail dissimulé :

Le titulaire est tenu de s'acquitter des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail relatifs à la déclaration de l'activité de l'entreprise et à la déclaration des salariés de l'entreprise. Le titulaire encourt une pénalité égale à 10% du montant du marché sans pouvoir excéder le montant des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du code du travail, que le pourra appliquer dans les conditions suivantes.

Si le représentant du pouvoir adjudicateur (RPA) est informé par un agent de contrôle de l'inspection du travail de la situation irrégulière du titulaire, il l'enjoindra de la faire cesser par lettre recommandée avec accusé de réception. Si dans un délai de quinze jours après cette mise en demeure, le titulaire n'apporte pas la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle, le RPA en informe l'agent auteur du signalement et peut appliquer la pénalité prévue à l'alinéa précédent. S'il n'applique pas la pénalité, le représentant pouvoir adjudicateur peut résilier le marché public, sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

■ Pénalités pour mauvaise exécution :

Conformément à l'article 14 du CCAG/FCS, si après demande de l'Ecole, la qualité d'une prestation reste insatisfaisante car ne répondant pas aux prestations définies dans les documents de la consultation, le Pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de prononcer une réfaction du prix selon l'étendue des imperfections constatées. Cette décision doit être motivée et le titulaire doit pouvoir présenter ses observations.

Les pénalités s'entendent sur tous les jours ouvrés hors période de fermeture de l'Ecole polytechnique et sont hors champ d'application de la TVA.

8.2. Différends

■ Règlement amiable des litiges :

Conformément à l'article R2197-1 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur ou le titulaire peuvent soumettre tout différend qui les oppose au médiateur des entreprises ou un comité consultatif de règlement amiable ou d'arbitrage, dans les conditions fixées par décret.

Les comités consultatifs de règlement amiable ont pour missions de rechercher des éléments de droit ou de fait en vue d'une solution amiable et équitable.

Le médiateur des entreprises agit comme tierce partie, sans pouvoir décisionnel, afin d'aider les parties, qui en ont exprimé la volonté, à trouver une solution mutuellement acceptable à leur différend.

La saisine du médiateur des entreprises ou d'un comité consultatif de règlement amiable interrompt le cours des différentes prescriptions et les délais de recours contentieux jusqu'à la notification du constat de clôture de la médiation ou la notification de la décision prise par l'acheteur sur l'avis du comité.

■ Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire :

Les dispositions de l'article 45 du CCAG s'appliquent. En cas de non-exécution ou mauvaise exécution des prestations prévues au contrat après mise en demeure restée sans effet, ou en cas de décision de résiliation du contrat et si cette décision le mentionne, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire. Cette décision est notifiée au titulaire par

l'acheteur.

Le contrat passé avec le tiers est transmis au titulaire pour information. Ce dernier ne peut pas prendre part à l'exécution de ce contrat de substitution mais est tenu de fournir toutes les informations utiles à sa bonne exécution.

L'augmentation des dépenses par rapport au prix du présent contrat est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

■ **Règlement des différends :**

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet d'un mémoire en réclamation exposant les motifs et le cas échéant justification des montants réclamés. Ce mémoire est adressé dans les deux mois qui suivent le différend. L'acheteur dispose d'un délai de deux mois pour répondre.

Les parties peuvent soumettre les différends qui les opposent au Médiateur des entreprises (<https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/marches-publics-entreprises><https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>), au Comité consultatif de règlement amiable des litiges compétent (articles R2197-1 et suivant du Code de la commande publique) ou à la DREETS (anciennement DIRRECTE, <https://dreets.gouv.fr/>).

■ **Tribunal compétent**

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant :

TA de Versailles
56 avenue de Saint Cloud
Versailles
78011 Versailles
Téléphone : 0139205400
Courriel : greffe.ta-versailles@juradm.fr
Site internet : <http://versailles.tribunal-administratif.fr/>

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier.

9. RESILIATION ET FIN DU CONTRAT

■ Résiliation pour faute :

En cas de mauvaise exécution des prestations objet du contrat ou de non-respect des stipulations du contrat par le titulaire, l'acheteur peut résilier le contrat aux torts du titulaire et après mise en demeure restée sans effet pour les motifs prévus à l'article 39.1 du CCAG. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnisation du titulaire et n'éteint pas l'action éventuelle de l'acheteur en réparation des préjudices causés par la faute du titulaire.

■ Résiliation pour motif d'intérêt général :

À tout moment l'acheteur peut résilier le contrat pour motif d'intérêt général. Cette résiliation ouvre droit à indemnisation du titulaire.

L'indemnisation est fixée à 5 % du montant HT du contrat diminué du montant des prestations déjà réalisées.

Le titulaire peut également être indemnisé des investissements et frais engagés pour l'exécution du contrat et non pris en compte dans le montant des prestations réglées. A cette fin, le titulaire fournit tous les justificatifs utiles pour apprécier l'indemnité.

■ Certificat de bonne exécution :

Si le contrat a été exécuté dans les délais et niveaux de qualité prévus au cahier des charges, l'acheteur peut, à la demande du titulaire, établir un certificat de bonne exécution du contrat à faire valoir sur sa candidature pour d'autres appels d'offres.

■ Garantie :

Conformément à l'article 33 du CCAG/FCS, les prestations du contrat sont assorties d'une garantie minimale de 1 An.

■ Régime de la garantie :

Pendant le délai de garantie, le titulaire exécute les réparations qui lui sont prescrites par l'acheteur.

Au titre de la garantie, le titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie de la prestation qui serait reconnue défectueuse, sauf si la défectuosité est imputable à l'acheteur.

Cette garantie couvre les frais de déplacement, de conditionnement, d'emballage et de transport de matériel nécessités par la remise en état ou le remplacement.

Si la privation de jouissance entraîne un préjudice pour l'acheteur, celui-ci peut exiger une solution de remplacement aux frais du titulaire. Le délai de garantie est prolongé du délai de privation de jouissance.

Le titulaire dispose de 10 jours pour effectuer les mises au point et réparations demandées. Si, à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé aux remises en état prescrites, ce délai est prolongé jusqu'à l'exécution complète des remises en état.

■ **Achat de prestations à une tierce personne :**

L'Ecole se réserve le droit de s'approvisionner en prestations relevant de l'objet du présent contrat auprès d'une tierce personne autre que le titulaire à la condition que :

Soit les prestations relevant de l'objet du présent accord-cadre ne peuvent être obtenues directement par le biais du titulaire dans les délais contractuels ou des conditions normales. Tel est le cas notamment en cas de rupture de stock, d'indisponibilité durable d'un produit ou d'un matériel utile à la réalisation complète des prestations ou d'impossibilité pour le titulaire d'honorer convenablement ses obligations contractuelles. Pour ce faire, le titulaire doit être en mesure d'apporter les preuves nécessaires à cette impossibilité et en informer la collectivité préalablement ;

Soit, en cas d'urgence impérieuse ou de circonstances exceptionnelles, dument justifiées, pour lesquelles l'Ecole n'a pas d'autre solution dans l'immédiat que de solliciter une tierce personne.

En tout état de cause, les achats passés auprès d'une tierce personne ne peuvent excéder 5% du montant maximum du marché en € HT.

Cette possibilité n'exonère pas l'Ecole de s'affranchir pour autant des règles relatives à la commande publique qui s'imposent à la consultation d'autres opérateurs économiques susceptibles de répondre au besoin né de l'application du présent article.

Cette faculté constitue une option pour le pouvoir adjudicateur. Le pouvoir adjudicateur détermine librement le recours ou non à cette faculté.

Liste des dérogations au CCAG-FCS :

La rubrique Pièces contractuelles de l'article 2 du contrat déroge à l'article 4.1 du CCAG

La rubrique Pénalités pour retard - observations préalables à l'application de l'article 8.2 du contrat déroge à l'article 14.1.1 du CCAG

La rubrique Pénalités pour retard - seuil d'exonération de l'article 8.2 du contrat déroge à l'article 14.1.3 du CCAG

La rubrique Vérification de l'article 6.2 Opération de vérification et d'admission des prestations aux dispositions des articles 27 à 30 du CCAG/FCS



Documents et liens utiles (versions en vigueur à la date du lancement de la consultation) :

[Code de la commande publique](#) et ses [annexes](#) (Legifrance)
[CCAG-FCS du 30 mars 2021](#)